Si Lorientais et pourtant si Français... Les lycées de la Reconstruction à Lorient

So local and yet so national... Secondary Schools of post-war Reconstruction in Lorient.

Thierry Goyet

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/insitu/31318>

DOI : 10.4000/insitu.31318

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Thierry Goyet, « Si Lorientais et pourtant si Français... Les lycées de la Reconstruction à Lorient », *In Situ* [En ligne], 44 | 2021, mis en ligne le 11 mai 2021, consulté le 16 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/31318> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/insitu.31318>

Ce document a été généré automatiquement le 16 décembre 2022.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Si Lorientais et pourtant si Français... Les lycées de la Reconstruction à Lorient

So local and yet so national... Secondary Schools of post-war Reconstruction in Lorient.

Thierry Goyet

- 1 Lorsque les troupes libératrices entrent dans Lorient, tardivement, le 10 mai 1945, elles défilent dans une ville fantôme. Sur 5 000 immeubles, 3 500 sont détruits, la plupart des autres inhabitables. Le centre-ville *intramuros* où était implanté le lycée Dupuy-de-Lôme¹ est dévasté à 90 %.
- 2 Lorient doit sa destruction à la décision de l'amiral Karl Dönitz², théoricien de la guerre sous-marine et de la « tactique des meutes », d'installer, sur la presqu'île de Keroman, la principale base de sous-marins de la façade atlantique. À défaut de pouvoir détruire la base³, les Alliés décident de l'isoler de la ville. La solution la plus radicale est alors retenue par Winston Churchill. Le 13 janvier 1943, il ordonne à son état-major de « dévaster les zones dans lesquelles sont situés les sous-marins » et demande « de commencer une opération de ce type, avec les moyens les plus puissants, contre Lorient ». Ainsi débute la destruction de la ville. En cinq semaines, du 15 janvier au 17 février 1943, plus de 4 000 tonnes de bombes sont déversées sur Lorient, dont la population a été évacuée.
- 3 Dès 1943, le commissariat à la reconstruction immobilière choisit, selon d'« étranges modalités⁴ », l'architecte et urbaniste Georges Tourry (1904-1991) pour relever la ville. Il est notamment préféré à Albert Parenty (1877-1953), auteur du plan d'urbanisme, d'embellissement et d'extension de 1936⁵. À la Libération, Tourry est confirmé dans ses fonctions d'architecte en chef, assisté notamment de Jean-Baptiste Hourlier (1897-1987), Premier Grand Prix de Rome.
- 4 Les destructions sont telles que Raoul Dautry (1880-1951), ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU) du gouvernement provisoire de la République française,

envisage un temps de ne pas reconstruire la ville⁶. Il y consent finalement en raison de l'intérêt économique et militaire de Lorient : port de pêche, port militaire, arsenal maritime. Comme dans tout le pays, les priorités de la Reconstruction sont la relance de l'activité économique et le logement. L'éducation en est une autre, dans la continuité du programme du Conseil national de la Résistance qui préconise d'offrir

la possibilité effective, pour les enfants français, de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée, afin que les fonctions les plus hautes soient réellement accessibles à tous ceux qui auront les capacités requises pour les exercer et que soit ainsi promue une élite véritable, non de naissance, mais de mérite, et constamment renouvelée par les apports populaires⁷.

- 5 Avant-guerre, Lorient compte, pour l'enseignement secondaire et technique, un lycée, Dupuy-de-Lôme⁸, un collège de jeunes filles, deux écoles primaires supérieures (EPS) de garçons et de filles⁹, auxquels s'ajoute, depuis 1941, une école ménagère. Ces établissements ont dû se replier, comme la population, dans différentes communes du département. La plupart de leurs bâtiments ont été détruits par les bombes. Seule exception, l'EPS de garçons est encore debout, mais les services municipaux s'y installent à leur retour en ville.
- 6 Les cours reprennent donc dans des baraques en bois, avant qu'un plan de construction d'établissements neufs, éléments-clés de l'équipement de la ville nouvelle, aboutisse *in fine* à la création de deux campus : l'un dédié au lycée et au collège de jeunes filles (Dupuy-de-Lôme), l'autre aux enseignements techniques (lycées Colbert et Marie-Le-Franc¹⁰).
- 7 Ces établissements ont été étudiés dans le cadre de l'opération d'inventaire du patrimoine des lycées de Bretagne, conduite par le conseil régional depuis 2017¹¹. En quoi leur histoire, celle de leur conception, de leur construction, mais aussi de leur architecture et de leur décoration, est-elle révélatrice des enjeux d'une époque qui préfigure, en ces matières, la production prolifique d'établissements scolaires des Trente Glorieuses ?
- 8 Cette histoire révèle tout d'abord la place de l'enseignement secondaire dans l'équipement et la forme d'une ville, au moment où la demande de scolarisation explose. Elle est également riche d'informations sur l'architecture et la décoration des établissements, au temps de l'industrialisation, sur l'organisation des fonctions, jusques et y compris les plus inattendues : une chapelle dans un établissement laïque, en 1966.

Reconstruire des lycées, relever la ville tout entière

Accompagner la demande de scolarisation à l'heure de la Reconstruction

- 9 Une fois la ville libérée, dans un contexte où la question du logement des ouvriers chargés du déblaiement est un enjeu majeur, la population réfugiée ne revient que très progressivement à Lorient. Encore doit-elle souvent s'installer dans des baraques en bois¹² organisées en véritables cités. Les établissements d'enseignement du second degré et technique connaissent le même sort [fig. 1], en attendant que des bâtiments en dur soient construits. Au début de l'année 1948, le maire Julien Le Pan s'inquiète d'ailleurs vivement auprès du délégué départemental du MRU : « Aucune construction immédiate n'[a] été arrêtée à ce jour. » Il rappelle que « le désir de l'Administration

municipale est de voir reconstruire, le plus rapidement possible, les bâtiments municipaux sinistrés ». L'édile argumente encore :

Vous savez que le lycée, le collège technique, le collège de jeunes filles sont autant d'établissements installés en baraquements. Depuis notre retour à Lorient, le nombre d'élèves augmente régulièrement, des baraquements ont été ajoutés, si bien qu'actuellement, il est impossible d'augmenter le nombre de ces baraquements qui se trouvent être d'ailleurs trop rapprochés. Il est à craindre, qu'en cas d'incendie, on ne puisse limiter les dégâts, vu la proximité de chacune des baraques¹³.

- 10 Il demande donc la reconstruction rapide de chacun de ces trois établissements.

Figure 1

Le centre d'apprentissage féminin en baraques, auteur inconnu, non daté, photographies conservées aux archives du lycée Marie-Le-Franc à Lorient.

Reproduction Bernard Bègne (Région Bretagne, service de l'Inventaire du Patrimoine culturel).

- 11 Malgré sa situation particulière—une ville détruite où la population revient lentement—, Lorient n'échappe donc pas à la croissance des besoins en matière d'éducation, dont les causes sont bien connues : *baby-boom* et augmentation de la durée de la scolarité sous le double effet de la loi¹⁴ et de la demande sociale. En 1950, Lorient compte 5 319 élèves dans les écoles publiques¹⁵. Le maire estime alors la population de la ville à 42 500 habitants¹⁶.
- 12 Pour l'enseignement secondaire, il est envisagé, dans un premier temps, en 1948, de construire une seule cité scolaire, regroupant le lycée, le collège de jeunes filles et le collège technique¹⁷. Mais quelques années plus tard, étant donné la dynamique des effectifs scolaires du secondaire et du technique¹⁸, sont symboliquement inaugurés, le 16 septembre 1954, les premiers bâtiments de la cité scolaire et le collège technique provisoire¹⁹, qui s'installe dans l'ancienne cité des œuvres sociales, en attendant la construction d'un établissement neuf, 850 m à l'ouest de Dupuy-de-Lôme²⁰. C'est sur ce même site, enfin, que le conseil municipal décide, le 1^{er} octobre 1955, « de grouper les

installations scolaires de l'enseignement technique » en y implantant le centre d'apprentissage féminin.

L'implantation des établissements : un élément-clé du nouveau plan d'urbanisme

- ¹³ L'originalité du choix lorientais n'est pas d'envisager de construire une vaste cité scolaire – celle construite à Brest par l'architecte Prix de Rome Jean-Baptiste Mathon (1893-1971) est plus grande encore –, elle tient à la volonté de Georges Tourry d'en faire un élément-clé du renouvellement urbain.
- ¹⁴ Sans détailler l'histoire des projets successifs du plan de reconstruction de Lorient²¹, il convient de préciser que l'architecte en chef a dû abandonner le rêve, un temps caressé, de détacher la ville de ses ports, de l'éloigner des activités économiques et des cibles stratégiques, de la reconstruire à l'ouest, sur le territoire de Larmor-Plage. Il a, en permanence, dû composer avec la demande insistante des propriétaires et de leurs associations de reconstruire les immeubles au même emplacement : un conservatisme en forme d'entrave au renouvellement. Le tracé des rues de l'*intramuros* est ainsi, à peu de choses près, celui d'avant la guerre. Il a, de même, été difficile de proposer d'autres formes urbaines que celle des îlots fermés. Tourry l'a cependant fait, dès que les circonstances le lui ont permis. Dans ce contexte, la possibilité d'urbaniser, à l'ouest du centre ancien, un vaste espace peu dense a-t-elle permis de mettre en œuvre un urbanisme bien plus moderne. Cet espace, c'est la « zone B²² » [fig. 2]. Son principe est adopté par le conseil municipal le 11 juin 1948. Elle a été conçue pour accueillir, sur le bassin à flot remblayé, huit barres d'immeubles²³, les administrations publiques, le parc des sports et la cité scolaire. Elle joue donc un rôle important dans l'objectif de déplacer le centre de gravité de Lorient vers l'ouest. C'est la clef de voûte du projet urbain de Tourry qui, ailleurs, a tellement dû composer.

Figure 2

Vue aérienne de la zone B de Lorient, vers 1965. Au premier plan, le Palladium et les immeubles qui bordent la place Jules-Ferry, au sud (Félix Le Saint, architecte). Dans l'axe, la place de la mairie et le parc des Sports. Au sud de celui-ci, le lycée Dupuy-de-Lôme, presque achevé. À l'arrière-plan, à gauche, les lycées Colbert et Marie-Le-Franc. Au premier plan à droite, une aile encore debout de l'ancienne salle des fêtes et école primaire supérieure de garçons. Photographie d'un auteur inconnu, non datée, conservée aux archives municipales de Lorient (6 Fi 2137).

Reproduction archives municipales de Lorient.

- 15 La cité scolaire est en outre un élément majeur, essentiel de la nouvelle composition de la ville. Tourry propose de la construire sur l'emplacement de l'ancien parc des sports, qui serait déplacé sur le plateau du Moustoir, légèrement plus au nord. Il fait œuvre, ce faisant, de composition urbaine en implantant, dans l'axe de l'ancien bassin à flot, une nouvelle place bordée symboliquement par les immeubles régaliens des administrations publiques – la mairie, les impôts – et en utilisant la topographie pour fermer cette perspective. Avec une composition toute classique, la modernité de l'urbanisme de la zone B est pourtant évidente, par son côté « jardin » – on parlerait aujourd'hui de « poumon vert » – par l'oubli total de la notion d'îlot, par la séparation nette des fonctions urbaines, qui va de pair avec leur articulation fine : le parc des sports est, par exemple, accessible à pied pour les lycéens²⁴.
- 16 La reconstruction a ainsi permis d'édifier Dupuy-de-Lôme sous la forme d'un lycée-campus, en plein centre-ville²⁵. Pour implanter l'ensemble de l'enseignement technique, pour trouver les hectares disponibles d'un seul tenant, sans trop avoir à procéder à trop d'expropriations, il est cependant devenu nécessaire de s'en éloigner.
- 17 L'autre choix fort réside dans l'accessibilité des ensembles scolaires du secondaire. En matière de circulation, la grande nouveauté de la reconstruction est la création d'un pont²⁶ au-dessus des voies ferrées, 500 mètres à l'ouest du passage à niveau du cours de Chazelles qui constituait, avant-guerre, la seule voie d'accès au centre-ville. De ce nouvel ouvrage d'art partent deux boulevards. La cité scolaire est implantée au débouché de celui qui permet de pénétrer vers le centre-ville, l'actuel boulevard Emmanuel-Svob. Le collège national technique et le centre d'apprentissage féminin

[fig. 3] sont disposés quant à eux de part et d'autre du second, l'actuel boulevard Léon-Blum qui relie Lanester et le nord de Lorient à Larmor-Plage et Ploemeur en desservant les quartiers ouest de la ville.

Figure 3

Vue aérienne du collège national technique et du centre d'apprentissage féminin, Lorient, 3 juillet 1965, conservée au musée de Bretagne. Les deux établissements forment bien un ensemble, parfois désigné sous le nom « Cité technique ». Une « voie à grande circulation » (boulevard des Marronniers, devenu Léon-Blum), élément structurant du plan de circulation de la ville reconstruite, les traverse. À l'arrière-plan à gauche, la cité de baraques en bois du Petit-Batteur. Noter enfin le changement de type de distribution avec des couloirs latéraux à Colbert, à gauche, et des dégagements centraux à Marie-Le-Franc, à droite.

© Créations Artistiques Heurtier, <http://www.collections.musee-bretagne.fr/ark:/83011/FLMjo378536>.

Une réponse aux nouvelles préoccupations pédagogiques et économiques

- 18 Réponse simultanée aux enjeux sociaux et urbains, les lycées de la Reconstruction répondent également à de nouvelles préoccupations pédagogiques et économiques exposées par deux acteurs importants, à deux moments charnières.
- 19 Tout d'abord Georges Tourry, qui défend son projet de zone B et de cité scolaire devant le conseil municipal, le 11 juin 1948 :

Grande idée. On ne veut plus que les lycées, de même que les écoles primaires, soient constitués par des bâtiments agencés autour de cours fermées, sortes de fosse à ours. On veut que les bâtiments soient le plus aérés possible, le plus agréable possible, puisque placés dans des parcs.

[...] D'un point de vue pédagogique, l'ensemble prévu ne ressemble en rien à un collège anglais, ni à un collège américain, ne ressemble pas non plus à ce que les « Boches » ont fait autrefois chez eux. C'est purement français ; nous voulons, plutôt l'Éducation nationale, veut l'exécuter jusqu'au bout.

Nous ne craignons rien à l'exécuter, car l'expérience existe dans le privé [...]. Ce que les enfants des uns peuvent obtenir, les enfants de tous doivent également pouvoir l'obtenir.

- 20 L'énergie déployée est à la hauteur des enjeux, c'est le projet même de zone B qui se joue là. Mais les enjeux spécifiques à l'enseignement secondaire sont également prégnants. Certains conseillers municipaux doutent de la capacité de la Ville et de l'État à financer un tel ensemble. Tourry doit encore argumenter : « Nous pouvons parfaitement discuter pendant 2, 3, 4 ans, de l'opportunité de la réalisation de ce projet ; mais il n'est pas dit que Lorient conservera cette place privilégiée. » La relation des débats au conseil municipal montre un aspect essentiel du rôle d'architecte en chef de la cité scolaire : à un moment où les normes se mettent lentement en place, où elles évoluent²⁷, il rencontre les acteurs ministériels de l'Éducation nationale et des Sports, ceux du MRU, pour établir les plans et obtenir des garanties.
- 21 L'acquisition des terrains, les expropriations et les premiers bâtiments doivent être financés par les dommages de guerre du lycée, du collège de jeunes filles, de l'EPS féminine et des ateliers de l'EPS de garçons²⁸. Il était prévu que la municipalité les transfère ensuite à l'État, amené à prendre le relais pour achever la construction du lycée²⁹. Le 19 décembre 1949, le conseil municipal approuve la première tranche de travaux et le maire confirme avoir obtenu des garanties de l'inspecteur général de l'Instruction publique Pechard, dont il cite même une publication³⁰. Il ajoute que dans cette dernière, « on voit des maquettes de cités scolaires en voie de réalisation, semblables, en moins bien, à celle prévue à Lorient, notamment le lycée de Marseille-Veyre et la cité scolaire de Toulouse-Bellevue ».
- 22 Par-delà la touche de chauvinisme, le propos situe bien les enjeux et le rôle de Georges Tourry au contact des administrations centrales. Il est en train d'élaborer, si ce n'est « le Prototype » des futurs lycées, un des premiers établissements industrialisés, dans un contexte où le besoin de limiter les coûts est impératif et où les normes fluctuent, avant d'être fixées, par ordonnance, en 1952³¹.
- 23 Charles Brunold (1893-1984), directeur général de l'Enseignement secondaire, le confirme lors d'un discours prononcé en 1954 lors de l'inauguration du premier internat [fig. 4] :

Figure 4

Lycée Dupuy-de-Lôme (Lorient) : internat n° 1, inauguré en 1954, façade sud-ouest. Au rez-de-chaussée, un auvent brise-soleil protège les salles d'études d'une trop forte lumière et de « jeux bruyants ».

© Bernard Bègne (Région Bretagne, service de l'Inventaire du Patrimoine culturel).

Je suis un peu le responsable de cette architecture sobre, de cette normalisation qu'on a imposées aux constructions du second degré, car nos charges sont si lourdes en ce moment, et nos crédits, si vastes qu'ils soient, sont toujours insuffisants pour tout ce que nous voulons faire. Nous sommes obligés, évidemment, de simplifier, et d'imposer aux architectes des règles qu'ils acceptent, je le sais, avec beaucoup de bonne humeur.

J'avais vu les premiers lycées construits suivant les nouvelles normes édictées par la direction de l'Enseignement du second degré, lorsque je les avais inaugurés, aux côtés de M. Poncet [André François-Poncet], en Allemagne. Il s'agissait des lycées français de Baden-Baden et de Coblenz. [...] C'est le premier lycée ainsi construit en France que j'ai inauguré ce matin. J'ai constaté qu'on peut faire de très belles choses, même si elles sont strictement normalisées. [fig. 5]

- 24 Il en remercie le maire, les architectes, les entrepreneurs, puis développe des arguments liés à la démographie scolaire : « L'Enseignement secondaire compte, en ce moment, 600 000 élèves. Il va en recevoir 30 000 de plus à la rentrée prochaine. Il en reçoit 30 000 tous les ans, mais en 1957, lorsque les enfants nés en 1946 auront 11 ans, il se développera encore plus vite³². » Il explique ensuite que les classes moyennes se sont jetées sur l'enseignement secondaire, mais n'évoque pas encore le report à 16 ans de la scolarité obligatoire.

Figure 5

Lycée Dupuy-de-Lôme (Lorient), bloc sanitaire de l'internat n° 1, inauguré en 1954 : un lavabo par élève et huit douches par étage, pour 30 lits.

© Bernard Bègne (Région Bretagne, service de l'Inventaire du Patrimoine culturel).

- 25 Décidée en 1948, la construction de la cité scolaire ne s'achève cependant qu'en 1967. Les causes de cette lenteur³³ mériteraient d'être étudiées. Elle s'explique vraisemblablement par la somme des contraintes : longs processus d'élaboration du programme et des plans, recherche de terrains de compensation pour les propriétaires et l'Union coopérative lorientaise expropriés, besoins de financements, étude et réalisation des fondations spéciales sur pieux en béton de 10 à 15 m de hauteur, nécessité de bâtir au milieu des baraques en bois qui servent de dortoirs et de salles de cours [fig. 6], de reloger les élèves dans des bâtiments neufs avant de pouvoir démonter les baraques pour faire place aux constructions neuves³⁴...

Figure 6

Vue d'ensemble de la zone B de Lorient et de la cité scolaire Dupuy-de-Lôme, projet approuvé en 1948. En 1963, les gymnases, la chapelle et l'administration ne sont pas construits, il reste des « baraques » (au premier plan, à gauche), des élèves utilisent le parc des Sports. Lorient, septembre 1963, photographie conservée au musée de Bretagne.

© Créations Artistiques Heurtier, <http://www.collections.musee-bretagne.fr>.

- 26 Pendant ce temps, le collège technique s'installe, dès 1959, dans des bâtiments neufs du boulevard Léon-Blum. En 1960 et 1961, le centre d'apprentissage féminin ouvre son nouvel internat, puis son externat³⁵, construits face au collège technique.

Un apport réel en matière d'urbanisation des fonctions éducatives, d'architecture et de décoration

- 27 Les années 1951-1962 correspondent aux années de prototypage de l'industrialisation des constructions scolaires, au cours desquelles les architectes sont encore les auteurs des projets³⁶. Dans ce contexte lorientais si spécifique, comment les architectes ont-ils alors manifesté la « bonne humeur » que leur prêtait Charles Brunold ? Quelle marque ont-ils imprimée aux lycées lorientais, comment les ont-ils organisés, construits, décorés ?

Des élans de modernité architecturale

- 28 Le 21 août 1948, le conseil municipal désigne Georges Tourry, déjà architecte en chef de la reconstruction, comme architecte chef de groupe pour la cité scolaire du second degré. Il fait partie du corps des architectes en chef des Bâtiments civils et Palais nationaux. Cette désignation convient donc au ministère de l'Éducation nationale. Albert Baudeau, René Grihangne et Henri Conan (1917-1983) lui sont associés comme architectes d'opération. René Ouvré (1918-2012) est à son tour désigné « comme architecte de la cité scolaire de Lorient à compter du 15.10.1959, en remplacement de M. Conan³⁷. »
- 29 Tourry est également l'architecte en chef du collège national technique³⁸, du centre d'apprentissage masculin annexé et du centre d'apprentissage féminin. Il y est secondé

par Henri Conan comme architecte d'opération du premier, et René Ouvré pour le second³⁹. Ouvré est aussi l'architecte du gymnase municipal construit dans l'enceinte du collège technique, et longtemps utilisé par les élèves des deux établissements.

- 30 Parmi les nombreux architectes de la reconstruction de Lorient, Henri Conan et René Ouvré assument l'un et l'autre l'influence de Le Corbusier. L'immeuble sur pilotis, construit par le premier, face au pont d'Oradour-sur-Glane, est inspiré des cités radieuses. Les esquisses du second, pour la chapelle du lycée [fig. 7], sont une évocation directe de Notre-Dame-du-Haut⁴⁰ à Ronchamp (Haute-Saône). Tourry, formé à Polytechnique et aux Beaux-Arts, élève de Gustave Umbdenstock (1866-1940), grand pourfendeur des théories de Le Corbusier, est cependant difficilement classable. Son sens de la composition classique ne l'empêche pas de défendre des points de vue modernes, comme nous l'avons évoqué en matière d'urbanisme. Son association avec des architectes plus jeunes et épris de modernisme fournit, avec les lycées, une illustration supplémentaire du « syncrétisme » lorientais⁴¹.

Figure 7

Pour le projet de chapelle du centre scolaire du second degré, approuvé au conseil municipal le 19 novembre 1960, R. Ouvré s'inspire ouvertement de Notre-Dame-du-Haut de Ronchamp, œuvre de Le Corbusier. « Avant-projet. Chapelle du centre scolaire 2^e degré », conservé aux archives municipales de Lorient (2 Fi 935).

Reproduction archives municipales de Lorient.

- 31 Le programme de la cité scolaire Dupuy-de-Lôme a évolué dans le temps tout en restant dans la même épure. Il prévoyait, en 1948, 2 500 élèves, 1 500 garçons et 1 000 filles, pour les enseignements du second degré et technique. Dix ans plus tard, il s'agit d'accueillir 1 200 garçons et 1 200 filles pour le seul enseignement « général ». Le collège technique, devenu lycée Colbert, a accueilli jusqu'à 1 900 élèves, le centre

d'apprentissage féminin, devenu lycée professionnel Marie-Le-Franc⁴², jusqu'à 850. Pour deux d'entre eux, ces lycées sont donc de gros établissements.

- 32 En termes de plans de masse, les trois lycées de la reconstruction répondent bien à la volonté de décroisement de l'espace. Le lycée Dupuy-de-Lôme est un vrai lycée-campus. Ses vingt bâtiments, en 1967, sont disséminés dans les 8,5 ha d'un parc, avec quelques grands arbres. Le collège technique, s'il répond aussi à la volonté d'ouverture et au principe de faible densité du bâti sur une parcelle ample de 7,7 ha, est cependant bien plus minéral, dans la mesure où la vaste cour goudronnée et le plateau sportif limitent la surface des espaces verts, relégués en périphérie de parcelle. Les fenêtres des internats ouvrent cependant encore sur des bosquets.
- 33 Le plan masse de Dupuy-de-Lôme s'est transformé au fil du temps. Celui qu'avait validé le conseil général des Bâtiments de France (CGBF)⁴³, le 16 décembre 1948, était de facture classique, organisé de part et d'autre du bâtiment des services communs⁴⁴ qui devait former axe de symétrie de l'ensemble et établir une séparation entre filles et garçons. Les trois bâtiments d'internat et les six externats construits avant 1958 respectent cet ordonnancement originel. Le classicisme de la composition initiale n'en était pas moins une réponse à un programme moderne, par la volonté de regrouper dans un seul campus, non seulement filles et garçons, mais aussi les enseignements classiques et modernes et techniques. La notion même de services communs et la volonté de créer des salles spécialisées utilisables par les unes et les autres ne marque-t-elle pas une avancée vers la mixité ? Lorsque le conseil général des Bâtiments de France valide la construction d'une nouvelle tranche de bâtiments, le 15 avril 1958, le plan masse a évolué [fig. 8] – déjà peut-être sous l'influence de René Ouvré⁴⁵. Il s'agit en effet de construire, entre autres, un bâtiment scientifique commun aux garçons et aux filles, l'internat des filles, les services communs (cuisine, réfectoires, infirmerie) et deux gymnases : autant de bâtiments dont l'implantation rompt avec le principe de symétrie pour privilégier l'équilibre des masses.

Figure 8

Comparatif des plans de masse dressé en 1948 et en 1957 par l'architecte Dominique Richard, respectivement conservés aux archives du lycée Dupuy-de-Lôme et aux archives municipales de Lorient (5 TH 49).

Reproduction archives du lycée Dupuy-de-Lôme et archives municipales de Lorient.

- 34 Dans les trois établissements lorientais, les différentes fonctions qu'un lycée doit « urbaniser » sont nettement séparées : internat, externat, administration, restauration, sports sont implantés dans des bâtiments monofonctionnels⁴⁶. Infirmeries

et services de restauration sont cependant regroupés dans deux d'entre eux. Les logements du personnel sont tantôt des constructions autonomes, tantôt juxtaposés ou intégrés à d'autres bâtiments. Ainsi, les premiers logements de Dupuy-de-Lôme sont-ils accolés, dans un premier temps, à un externat, puis implantés sur les toits-terrasses du bâtiment scientifique et de l'internat des filles⁴⁷. À Colbert, ils prolongent les internats ou sont placés sur le toit-terrasse de la restauration scolaire et de l'infirmerie. Notons que les fonctions, aujourd'hui centrales, de documentation et d'information, ne sont pas accueillies dans des bâtiments dédiés, avant 1974, pour le lycée Colbert (Félix Le Saint et Jacques Olivier, architectes) et 2004, pour le lycée Dupuy-de-Lôme (Pascal Debard et Serge Bertic, architectes).

- 35 À l'instar de nombreux chantiers de construction dans la ville, de logements notamment, l'industrialisation, les normes, les techniques, les matériaux contemporains apportent leur part de modernité dans le parti architectural. La structure poteaux, poutres, planchers des trois lycées est en béton armé. Le dessin des façades est cependant bien académique [fig. 9], juxtaposant jusqu'à 85 travées identiques de 1,75 m de largeur⁴⁸. Il faut attendre les constructions des années 1960, à Dupuy-de-Lôme, pour voir apparaître des toits-terrasses, où les rangées de logements sont précédées d'un portique de béton peint en blanc, et des élévations asymétriques⁴⁹. Les panneaux préfabriqués de parement des façades sont en gravier lavé et béton, à Dupuy-de-Lôme, en ciment recouvert de petits carreaux de grès rouge à Colbert, gris-bleu à Marie-Le-Franc.

Figure 9

Les internats du lycée Colbert ont conservé leurs façades d'origine. Les poteaux de l'armature en béton, disposés tous les 1,75 m, sont apparents. Les allèges sont des panneaux préfabriqués de béton et carreaux de grès.

© Bernard Bègne (Région Bretagne, service de l'Inventaire du Patrimoine culturel).

- 36 En termes de distribution des barres d'externat, on assiste au passage du couloir latéral, situé côté nord⁵⁰, au couloir central, lors de la construction du centre d'apprentissage féminin et du bâtiment scientifique de Dupuy-de-Lôme. Ce principe de distribution existait déjà dans les premiers internats de ce dernier, les chambres étant exposées au sud et les blocs sanitaires au nord.
- 37 Plus généralement, l'orientation au sud, longtemps recherchée, est abandonnée lorsque la parcelle, plus petite – 2 ha, ne permet pas d'en faire une priorité (internat de Marie-Le-Franc), ou lorsque l'évolution du plan masse répond à d'autres objectifs, à Dupuy-de-Lôme [fig. 10].

Figure 10

Lycée Dupuy-de-Lôme, externat aujourd'hui désaffecté : une salle de classe, ouvrant à la fois sur le couloir et sur la salle voisine qui a servi de salle des professeurs.

© Bernard Bègne (Région Bretagne, service de l'Inventaire du Patrimoine culturel).

Une chapelle dans un lycée public, soixante ans après la loi de Séparation

- 38 Le lycée Dupuy-de-Lôme est doté d'une chapelle. La chose n'est pas rare dans les anciens lycées qui se sont installés dans des bâtiments religieux ou qui ont été bâtis au XIX^e siècle. Plus exceptionnelle est la réception, en 1967, plus de soixante ans après la loi de Séparation des Églises et de l'État, d'un édifice dédié au culte, construit sous maîtrise d'ouvrage publique. Le lycée détruit pendant la guerre datait du XIX^e siècle. Sa chapelle avait été incluse dans le calcul des dommages de guerre. En 1959, l'évêché de Vannes était donc fondé à réclamer sa reconstruction. Saisi de la demande, Georges Tourry devait rappeler qu'il n'en avait jamais été question dans les programmes ni dans les avant-projets⁵¹. Il convenait cependant de la reconstruire et d'engager les travaux

avant le 1^{er} juillet 1964, au risque d'être forclos⁵². C'est l'architecte René Ouvré qui fut chargé d'en dresser les plans. S'il caressa un temps l'espoir de construire un modèle réduit de Notre-Dame-du-Haut, il dut réévaluer le projet [fig. 11] afin de dépenser, certes, la totalité des dommages de guerre estimés, réévalués, mais pas un centime de plus.

Figure 11

Lycée Dupuy-de-Lôme : façade de la chapelle.

© Bernard Bègne (Région Bretagne, service de l'Inventaire du Patrimoine culturel).

- 39 Son projet suscita l'ire de certains conseillers municipaux. L'un d'eux jugea même son architecture « affreuse », et la qualifia en ces termes : « Il s'agit d'un édifice honteux qui ne dit pas son nom, et qui pourrait, aussi bien convenir à un four crématoire » ; un deuxième renchérit : « Elle ressemble plutôt à l'abattoir » ; un troisième ajouta : « En ce qui concerne la décoration intérieure, je crains que nous voyions aussi de ces fresques baroques qui représentent tout ce que l'on veut⁵³. » La modernité passe mal chez les conservateurs⁵⁴, même dans une ville où Jean-Baptiste Hourlier avait construit, quelques années plus tôt, une église aux formes et matériaux audacieux, Notre-Dame-de-Victoire.

Les décorations au titre du 1% artistique : un art français, breton, lorientais ?

- 40 Les trois lycées lorientais, enfin, sont postérieurs au décret de 1951 sur la décoration au titre du 1% artistique, processus qui voit intervenir des architectes qui proposent artistes et maquettes à la commission nationale et, parfois, des acteurs locaux : élus, militants culturels, enseignants...

- 41 Les lycées Colbert et Marie-Le-Franc sont les premiers concernés⁵⁵, tant a duré la construction complète de Dupuy-de-Lôme. Ils sont tous deux dotés de sculptures, visibles à l'origine depuis la rue, de Guy-Charles Revol (1912-1991). Ces œuvres s'intitulent respectivement *Les Jeux*, *les Sports*, *la Poésie de l'Océan* et *Hymne à la jeunesse*⁵⁶ [fig. 12]. Ces lycées ont en commun, également, des décors muraux, aujourd'hui disparus, dus les uns à Louis-André Berthommé-Saint-André (1905-1977), les autres à René Maurès. Pour les deux établissements, Tourry avait proposé le même sculpteur, le même peintre, des artistes parisiens.

Figure 12

Les Jeux, les Sports, la poésie de l'Océan et Hymne à la jeunesse de Guy-Charles Revol, lycée Colbert de Lorient, 2020.

© Bernard Bègne (Région Bretagne, service de l'Inventaire du Patrimoine culturel).

- 42 Certains conseillers municipaux peuvent à l'occasion s'en émouvoir et remettre en cause le processus. Parmi eux, Polig Monjarret (1920-2003), emblématique défenseur de la culture bretonne, n'avait pas été en reste lors d'un débat, en 1961 : « Qu'on consulte au moins les artistes régionaux ! Pourquoi leur attribuer des Prix de Rome si on ne les consulte jamais ? Qu'on leur permette au moins de se mesurer aux Prix de Rome de France⁵⁷. »
- 43 Treize années plus tard, aux yeux de deux conseillers municipaux, il ne suffit plus d'être breton. Il vaudrait mieux choisir des professeurs de l'école des Beaux-Arts de Lorient⁵⁸. Le choix de Roger Joncourt (1932-) pour décorer l'entrée du gymnase du lycée Colbert d'une sculpture qui représente les cinq anneaux olympiques « dans un mouvement dynamique » est néanmoins approuvé⁵⁹ [fig. 13⁶⁰].

Figure 13

Les Anneaux olympiques dans un mouvement dynamique de Roger Joncourt, accrochés au gymnase du lycée Colbet de Lorient, 2020.

© Bernard Bègne (Région Bretagne, service de l'Inventaire du Patrimoine culturel).

- 44 En 1977, l'entrée du CDI est ornée d'une mosaïque de Fañch Michelet-Nicolas, évocatrice de l'éveil à la connaissance dans la symbolique celtique⁶¹ [fig. 14].

Figure 14

La Découverte, la Connaissance, mosaïque de Fañch Michelet-Nicolas, 1977, sur le mur du CDI du lycée Colbert en 2020.

© Bernard Bègne (Région Bretagne, service de l'Inventaire du Patrimoine culturel).

- 45 Le lycée Dupuy-de-Lôme est achevé depuis plusieurs années, lorsqu'en 1970, son conseil d'administration s'interroge sur l'absence de décoration⁶². Une enseignante suggère alors de demander un projet au sculpteur Roger Joncourt, ami de longue date de son mari, le peintre Jean-Paul Jappé (1936-). Ce dernier a travaillé dix ans chez l'architecte Henri Conan, il connaît les procédures. Il se rapproche de René Ouvré qui accepte de proposer à la commission les noms du sculpteur et du peintre, ainsi que celui de Joël Moulin, Grand Prix de Rome. Vu le budget disponible – 90 000 francs environ – ils ont pensé faciliter ainsi l'agrément d'une commission toute « parisienne » qui avalise le projet, en septembre 1975⁶³. Les trois artistes créent une œuvre réellement collective, comprenant quinze éléments en béton brut, une composition au sol de galets de couleur blanche et de dalles d'ardoise de Sizun, d'une surface de 150 m², et de plusieurs dizaines d'arbres et arbustes. Roger Joncourt en a conçu les volumes, Joël Moulin a dessiné les sols, Jean-Paul Jappé a coordonné la réalisation ainsi que l'installation et imaginé les plantations [fig. 15]. Dans un campus éclaté, l'œuvre est pensée comme un point de rencontre. Cette histoire serait presque un conte si l'architecte n'avait pas imposé le thème des cromlechs et des menhirs, évocateurs d'un certain imaginaire breton, écartant l'idée initiale des artistes : de grandes voiles en acier Corten, rappelant celles des premiers cuirassiers, en hommage à Dupuy de Lôme⁶⁴. Et si les plantations n'avaient pas aujourd'hui en partie disparu, témoignage d'une certaine négligence.

Figure 15

Sculpture et aménagement spatial par Roger Joncourt, Jean-Paul Jappé et Joël Moulin, 1975. Lycée Dupuy-de-Lôme de Lorient, 2019.

© Bernard Bègne (Région Bretagne, service de l'Inventaire du Patrimoine culturel).

- 46 De leur conception à leur décoration, les lycées de la Reconstruction de Lorient sont à la fois très lorientais et très français. Ils illustrent aussi bien les enjeux de développement de l'enseignement secondaire et technique en France que les besoins d'équipement d'une ville dont le relèvement fut un lent accouchement⁶⁵. Ils participent pleinement aux nouvelles formes que les architectes et urbanistes ont voulu donner à Lorient, en termes d'urbanisme et d'architecture. Ils furent construits alors que s'élaboraient des modes de construction et des normes fondateurs de l'urbanisme et de l'architecture scolaire, qui se sont généralisés des années 1950 au milieu des années 1970.
- 47 Le sud-ouest du Morbihan s'est doté, vers 1960, de plusieurs collèges d'enseignement technique. Dans une région où la concurrence avec l'enseignement privé catholique est exacerbée, Dupuy-de-Lôme et Colbert ont cependant longtemps accueilli seuls les élèves du public se préparant aux baccalauréats généraux et technologiques, venus de tout le grand ouest du département. Leurs effectifs ont diminué avec la construction des lycées d'Auray (1980) et surtout d'Hennebont (1986), puis de Lanester (1992).
- 48 La conception des trois établissements, pourtant si standardisée, leur a toutefois permis de s'adapter. Depuis les lois de décentralisation, la région Bretagne a en effet entrepris d'importantes restructurations de ces établissements. Ces réhabilitations sont en phase avec les préoccupations pédagogiques, énergétiques, environnementales les plus contemporaines mais encore avec les nouvelles injonctions de densifier la ville, de la reconstruire sur elle-même. Les réhabilitations, dans les lycées Colbert et Marie-Le-Franc, ont permis d'allier, avec bonheur, exigences thermiques et création architecturale [fig. 16]. Une partie des externats de Dupuy-de-Lôme ont quant à eux été

détruits pour faire place, à terme, à une nouvelle rue⁶⁶. Ainsi ces lycées participent-ils, dans la durée, de l'évolution de la ville.

Figure 16

Barre d'externat de 150 m de long (architecte Georges Tourry) du lycée Colbert de Lorient, après réhabilitation thermique par le conseil régional de Bretagne, 2020. Projet lauréat du Prix Architecture Bretagne 2016 (Anthracite, architectes).

© Bernard Bègne (Région Bretagne, service de l'Inventaire du Patrimoine culturel).

- 49 Les premières destructions de bâtiments, les interventions lourdes ou la nécessité de veiller sur les œuvres qui les décorent ouvrent cependant de nouveaux débats. Faut-il considérer ou non ces lycées, en tout ou en partie, comme un patrimoine local, régional ou national digne d'attention ? Faut-il, par exemple, envisager que l'un des premiers bâtiments de ce type d'architecture scolaire construits en France soit conservé dans son état originel, alors qu'il est désaffecté ?
- 50 L'étude de l'architecture et de la décoration des lycées conduite dans plusieurs régions aboutira-t-elle à plus grande reconnaissance patrimoniale ? Des clauses de respect des architectures existantes seront-elles plus régulièrement incluses aux cahiers des charges des marchés de maîtrise d'œuvre ?
- 51 L'historien ne prédit pas l'avenir. Il constate que les enjeux énergétiques, financiers ou de densification des villes, l'emportent encore souvent, aujourd'hui, sur la conservation de l'existant, surtout lorsqu'il s'agit d'ensembles scolaires bâtis au cours des années 1950 ou 1960. Le processus continu d'élargissement du champ de la notion de patrimoine, depuis une cinquantaine d'année, peut néanmoins augurer d'une meilleure prise en compte des enjeux patrimoniaux spécifiques aux lycées à l'avenir.

NOTES

1. En savoir plus via <http://patrimoine.bzh/gertrude-diffusion/illustration/ivr5320185606661x/6b408ca0-d13a-4262-82e7-299e696893cd> [lien valide en avril 2021]
2. Le *Großadmiral* Karl Dönitz (1891-1980) fut l'éphémère remplaçant d'Adolf Hitler à la tête du Reich et, à ce titre, le signataire de la capitulation, le 8 mai 1945.
3. Elle bénéficie aujourd'hui du label « Architecture contemporaine remarquable ».
4. LE COUÉDIC Daniel, « Lorient la syncrétique », *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne. Actes du congrès de Lorient*, t. 93, 2015, p. 123-152. L'auteur y explique le rôle du maire de Lorient désigné par Vichy, Eugène Gallois-Montbrun, dans le choix de cet architecte. L'édile s'était lié d'amitié avec Mme Tourry dont il appréciait les qualités de cantatrice.
5. PARENTY Albert, *Lorient, Plan d'aménagement, d'embellissement et d'extension*, 1936 (AM Lorient, 2 Fi 199).
6. Il reçoit une délégation de représentants lorientais conduite par le 1^{er} adjoint Raymond Moysan, le 11 janvier 1945. Le compte rendu de cette rencontre conservé aux archives municipales est reproduit dans POUVREAU Benoît, « L'Architecture de la reconstruction à Lorient : une chronologie », mémoire de maîtrise d'histoire de l'art, sous la direction de Gérard Monnier, soutenue à l'université Paris-1 - Panthéon-Sorbonne (Paris, 1994). Les intentions de Raoul Dautry y sont ainsi relatées : « La dette française s'élève à 4 000 milliards et il ne voyait pas la nécessité de reconstruire une ville dont l'utilité n'était pas démontrée. » Il devait prendre l'attache des ministères de la Marine et des Pêches avant toute décision.
7. Le programme du CNR et ses objectifs rappelés ici servirent de base au plan Langevin-Wallon.
8. Du nom de Laurent Dupuy de Lôme (1816-1885), ingénieur militaire du génie maritime, député puis sénateur du Morbihan.
9. Voir <http://patrimoine.bzh/gertrude-diffusion/illustration/ivr5320205600474nuca/ac9ea7fd-6394-4964-9b8b-b2ae94a8b5d9> [lien valide en avril 2021]
10. Nous utiliserons ici également les appellations originelles : « cité scolaire du second degré » pour Dupuy-de-Lôme, « collège national technique » pour Colbert, « centre d'apprentissage féminin » pour Marie-Le-Franc.
11. L'opération couvre la totalité des lycées de la région. Voir le CCST et les dossiers en ligne : <https://patrimoine.bretagne.bzh/> [lien valide en mars 2021].
12. Ce type de logements, prévu pour être provisoire, existe encore à Lorient.
13. Lettre du maire au délégué départemental du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, 20 février 1948 (AM Lorient, 1NC2676). Un incendie a d'ailleurs dévasté le centre d'apprentissage féminin du « Polygone » le 10 janvier 1949 (débat au conseil municipal du 7 février 1949).
14. Elle fut portée à 14 ans en 1936 puis à 16 ans en 1959.
15. Lettre du maire au proviseur du lycée, 3 février 1950 (AM Lorient, 1NC2676).
16. Il précise qu'au recensement de 1936, la ville comptait 45 817 habitants, que la population de Keryado et de la partie de Ploemeur depuis rattachées à Lorient était de 7 941 habitants (lettre du maire au proviseur du lycée, 3 février 1950 [AM Lorient, 1NC2676]).
17. Délibération du conseil municipal, le 11 juin 1948. Les délibérations et comptes rendus des débats du conseil municipal sont consultables sur le site internet des archives municipales de Lorient : recherches par date ou par mots-clés (utiliser ici toute la gamme des mots-clés possible : cité scolaire, collège technique, lycée...)
18. Pour ne donner qu'un exemple : les effectifs du collège technique passent de 448 élèves en 1952 à 650 en 1955 (conseil municipal du 19 novembre 1955).

19. Voir <http://patrimoine.bzh/gertrude-diffusion/illustration/ivr5320215605001nuc/a14cb6a1-3313-483d-8b17-5f5156b9486e> [lien valide en avril 2021]
20. L'école primaire Bisson et le bureau de poste sont également inaugurés ce jour-là (AM Lorient, :3K31).
21. Les publications sont nombreuses à ce sujet, mais la plus synthétique et l'une des plus détaillées est probablement celle de LE COUÉDIC Daniel, « Lorient la syncrétique », dans laquelle il démontre que « la capacité à manier les systèmes réputés antagonistes de la ville européenne et du mouvement moderne est incontestablement la marque de Lorient ». Voir aussi BONNET Philippe & LE COUÉDIC Daniel, *Architectures en Bretagne au XX^e siècle*, Quimper, Palantines, coll. « Culture et Patrimoine », 2012, p. 162-169.
22. En savoir plus via <http://patrimoine.bzh/gertrude-diffusion/illustration/ivr5320185606662x/c5405618-f28c-411c-9f1b-0794fe0119d1> [lien valide en avril 2021]
23. Elles furent remplacées par les immeubles construits par l'architecte Félix Le Saint (1913-1975), au sud du long jardin créé en lieu et place du bassin à flot.
24. Voir dans le présent numéro BONNET Philippe, « Les équipements sportifs des lycées bretons (1850-1985) », *In Situ. Revue des patrimoines*, [en ligne], <https://journals.openedition.org/insitu/32213> [lien valide en mai 2021].
25. Voir <http://patrimoine.bzh/gertrude-diffusion/illustration/ivr5320215605004nuca/28e47c03-994c-40b8-94af-e0017e3e1d06> [lien valide en avril 2021]
26. L'actuel pont d'Oradour-sur-Glane.
27. À titre d'exemple, l'abaissement de 3,5 m à 2,7 m de la hauteur des dortoirs suscite de longs débats au conseil municipal du 7 février 1953.
28. Soit un montant total de 16 744 248 F, valeur 1939 (compte rendu du CGBF du 16 décembre 1948).
29. Transfert effectué par délibération du conseil municipal, le 9 juillet 1955.
30. Le maire cite un article signé de cet inspecteur général, publié dans les *Cahiers français d'information* du 15 mars 1949 : « Les villes martyres [est mentionnée, parmi d'autres, Lorient] devront-elles, selon les stipulations de la loi Falloux, s'imposer lourdement pour recréer leurs établissements d'après les idées pédagogiques universellement admises aujourd'hui et consentir des dépenses que les dommages de guerre ne sauraient couvrir qu'en modeste proportion ? Qui donc oserait le leur demander et qui donc le voudrait et le pourrait ? »
31. Par exemple, le 12 août 1952, le conseil municipal débat de l'abaissement de 75 cm des normes fixant la hauteur des dortoirs, qui permet de gagner un étage et de passer de 90 à 120 lits.
32. Discours de Charles Brunold, directeur général de l'enseignement secondaire, lors du banquet inaugural du 16 septembre 1954 (AM Lorient, :3K31).
33. Dès la fin des années 1950, le ministère recherchera des solutions pour y remédier, dont le concours concepteur-constructeur.
34. On parlerait aujourd'hui d'opération « tiroir ».
35. Voir <http://patrimoine.bzh/gertrude-diffusion/illustration/ivr5320205600561nuca/133f5b5e-0d72-4df2-ace2-5b6be79eea61> [lien valide en avril 2021]
36. RESENDIZ-VAZQUEZ Aleyda, « L'Industrialisation du bâtiment. Le cas de la préfabrication dans la construction scolaire en France (1951-1973) », thèse de doctorat d'histoire des techniques, sous la direction de Sabine Barles et André Guillerme, soutenue au Conservatoire national des arts et métiers (Paris, 2010).
37. Arrêté ministériel du 7 février 1961 (AD Ille-et-Vilaine, 1343W60). Il s'agit bien ici de René Ouvré et non de son père Maurice, lui aussi architecte.
38. En savoir plus via <http://patrimoine.bzh/gertrude-diffusion/illustration/ivr5320185606698nuc/024d7668-2c22-4062-816f-04ec8e21a210> [lien valide en avril 2021]
39. Sa signature apparaît en effet, avec celle de Tourry, sur le devis descriptif ; et c'est lui qui réceptionne les travaux (archives du lycée professionnel Marie-Le-Franc).

40. René Ouvré, « Avant-projet. Chapelle du centre scolaire du 2^d degré », 19 novembre 1960 (AM Lorient, 2 Fi 935). Pour en savoir plus, voir <http://patrimoine.region-bretagne.fr/gertrude-diffusion/dossier/lycee-dupuy-de-lome-4-rue-jean-le-coutaller-lorient/3e41787a-b7a3-4f0e-ad46-0c37dd5e29da> [lien valide en mars 2021].
41. LE COUÉDIC Daniel, « Lorient la synchrétique ».
42. En hommage à la romancière morbihannaise, lauréate du prix Femina (1879-1964).
43. Comptes rendus du CGBF sur cet établissement (AN F/21/6622).
44. Sa forme lui avait valu d'être surnommé « la langouste ».
45. Cette hypothèse est retenue dans l'ouvrage collectif réalisé par l'Association des anciens du lycée Dupuy-de-Lôme et du collège de jeunes filles de Lorient : S. N., *Lycée Dupuy-de-Lôme. Histoire et témoignages du lycée et du collège de jeunes filles de Lorient, 1922-1970*, Larmor-Plage, Association des anciens du lycée Dupuy-de-Lôme et du collège de jeunes filles de Lorient, 2015, p. 97-98, s'appuyant sur le fait que Georges Tourry est progressivement écarté par le maire Jean Le Coutaller à partir de 1957. La nomination officielle de René Ouvré, actée rétrospectivement, est officiellement datée de 1959 (AD Ille-et-Vilaine, 1343W60).
46. C'est à peine moins le cas pour le centre d'apprentissage féminin, plus petit, où une même barre accueille l'internat, le restaurant scolaire et quelques logements.
47. Voir <http://patrimoine.bzh/gertrude-diffusion/illustration/ivr5320215605002a0/ecbf0369-c5e2-40a4-971b-fb9b553b5664> [lien valide en avril 2021]
48. Pour la longue barre du lycée Colbert : 150 m.
49. Internat des filles et bâtiment scientifique.
50. Voir <http://patrimoine.bzh/gertrude-diffusion/illustration/ivr5320195600446nuca/3ad76142-3d84-4ff9-a6c8-a43443216516> [lien valide en avril 2021]
51. Lettre de Georges Tourry au maire, Louis Glotin, du 29 septembre 1959 (AM Lorient, 2 M 4).
52. Débats au conseil municipal, 25 janvier 1964.
53. Débats au conseil municipal, 25 janvier 1964.
54. Lors du mandat de 1959 à 1965 la majorité municipale est de droite.
55. Les arrêtés sont datés du 3 août 1957 pour le lycée Colbert ; le dernier avis de la commission artistique date du 17 mars 1965 pour Marie-Le-Franc (AN 19880466/21 et 19880466/47).
56. Voir <http://patrimoine.bzh/gertrude-diffusion/illustration/ivr5320205600531nuca/fb929959-51d4-41b6-8f31-5af8d9267235> [lien valide en avril 2021]
57. Débats au conseil municipal, 2 mars 1961
58. Conseil municipal du 11 septembre 1974.
59. Arrêté préfectoral du 7 juin 1974 (AM Lorient, 1NC1325).
60. Voir aussi <http://patrimoine.bzh/gertrude-diffusion/illustration/ivr5320205600477nuca/381d0571-e3ea-4710-a133-5899ccdb1740> [lien valide en avril 2021]
61. En savoir plus via <http://patrimoine.bzh/gertrude-diffusion/illustration/ivr5320205600478nuca/0e873f36-907f-4f2d-9760-ffd3dd5501e2> [lien valide en avril 2021]
62. CA du 9 mai 1970 (archives du lycée).
63. AN 19880466/104
64. Enquête orale réalisée auprès d'Annie et Jean-Paul Jappé, en mars 2020.
65. Il est généralement admis que la reconstruction de Lorient s'est achevée en 1962, mais ce n'est qu'en 1968 que le palais des congrès a remplacé la salle des fêtes et le théâtre. Quant aux collections du musée des Beaux-Arts, elles attendent toujours qu'un équipement dédié permette de les exposer en permanence.
66. Et provisoirement à un parking, bien loin de l'esprit de densification évoqué...

RÉSUMÉS

L'histoire des trois lycées de la Reconstruction à Lorient, actuellement dénommés Dupuy-de-Lôme, Colbert et Marie-Le-Franc, s'inscrit dans le contexte particulier du relèvement d'une ville martyrisée par les bombardements de la Seconde Guerre mondiale.

Elle révèle tout d'abord la place de l'enseignement secondaire dans l'équipement et la forme d'une ville en partie nouvelle, au moment où la demande de scolarisation explose. Elle est également riche d'informations sur l'urbanisme, l'architecture et la décoration des établissements, au temps de l'industrialisation et du 1 % artistique, ainsi que sur des fonctions organisationnelles, jusques et y compris les plus inattendues. Elle permet de découvrir des débats intéressants sur l'urbanisme, l'architecture, les arts et leur perception par des contemporains. Dans chacun de ces domaines, l'histoire de ces lycées tient à la fois du contexte local et national.

The history of the three Secondary Schools in post-war Lorient, currently named Dupuy-de-Lôme, Colbert and Marie-Le-Franc must be seen in the particular context of the reconstruction of a city entirely destroyed by the bombings of World War II.

First it provides evidence of the role and importance placed on secondary education in the design and planning of post-war Lorient. It offers an insight into urbanism and the architecture employed at the time, together with investment in industry as a catalyst for economic growth. The period also saw the implementation of a specific 1% allocation to the Arts and other organisations. One of the most notable results being the construction of a chapel in a "laïque" (secular) school in 1966.

It provoked also an interesting debate on urbanism, architecture, and arts in post-war Lorient and allows us to examine the expressed views of certain sectors of the population directly affected by such radical changes. In each of these subjects, the history of the three schools falls within both a local and a national context.

INDEX

Mots-clés : architecture moderne, Brunold (Charles), centre d'apprentissage, cité scolaire, collège technique, Conan (Henri), démocratisation de l'enseignement secondaire, industrialisation des constructions scolaires, Jappé (Jean-Paul), Joncourt (Roger), Lorient, lycée, Michelet-Nicolas, Ouvré (René), reconstruction, Revol (Guy-Charles), Tourry (Georges), urbanisme, zone B

Keywords : modern architecture, Brunold (Charles), learning centre, school campus, technical college, Conan (Henri), democratisation of secondary education, industrialisation of school buildings, Jappé (Jean-Paul), Joncourt (Roger), Lorient, lycée, secondary school, high school, Michelet-Nicolas, Ouvré (René), reconstruction, Revol (Guy-Charles), Tourry (Georges), urban planning, zone B

AUTEUR

THIERRY GOYET

Chercheur

Service de l'Inventaire du patrimoine culturel de la Région Bretagne

thierry.goyet@bretagne.bzh